

Novembre 2013



منظمة الأغذية
والزراعة للأمم
المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food and
Agriculture
Organization
of the
United Nations

Organisation des
Nations Unies
pour
l'alimentation
et l'agriculture

Проводольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones Unidas
para la
Alimentación y la
Agricultura

F

Conférence régionale de la FAO pour l'Asie et le Pacifique

Trente-deuxième session

Oulan-Bator (Mongolie), 10–14 mars 2014

Point 9 de l'ordre du jour

Situation de l'alimentation et de l'agriculture en Asie et dans le Pacifique, perspectives et nouveaux enjeux

Table des matières

	Paragraphes
I. Introduction	1 – 2
II. Sécurité alimentaire et nutritionnelle	3 – 11
III. Parité hommes-femmes et agriculture	12
IV. Protection sociale	13 – 14
V. Point sur la sécurité alimentaire et l'agriculture dans les pays insulaires du Pacifique	15 – 16
VI. Mise en place de chaînes alimentaires inclusives et efficaces dans les pays insulaires du Pacifique	17 – 19
VII. Revitalisation du secteur de la noix de coco aux fins du renforcement de la capacité de résistance et de la sécurité alimentaire	20 – 23
VIII. Intensification durable de l'aquaculture	24 – 27
IX. Production animale: résultats, problèmes et incidences sur la santé humaine	28 – 35
X. Forêts et foresterie	36 – 38
XI. Avenir de l'agriculture familiale	39 – 44
XII. Conclusions et recommandations	45

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org



mj 301f

I. Introduction

1. La région Asie et Pacifique¹ a connu une véritable mutation ces dernières décennies. Une croissance économique rapide, en particulier en Asie (mais beaucoup moins dans le Pacifique) a entraîné une profonde transformation structurelle de l'économie, la part de l'agriculture dans le PIB diminuant dans tous les pays de la région. Parallèlement, la plupart des pays ont connu une meilleure croissance agricole sur les dix dernières années (par rapport aux années 90). À certains égards, la sécurité alimentaire s'est améliorée, puisque le nombre de personnes sous-alimentées n'a cessé de diminuer dans la région au cours des vingt dernières années (voir la section «Sécurité alimentaire et nutritionnelle» pour plus de détails). La pauvreté a fortement reculé, bien que les résultats en termes d'inégalités soient en demi-teinte (on constate une amélioration dans certains pays, et une aggravation dans d'autres). Dans certains pays, en particulier en Asie du Sud, l'accès à un meilleur système d'assainissement (qui contribue à favoriser une meilleure utilisation des aliments par l'organisme humain) est toujours limité et ne permet pas aujourd'hui de garantir une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable. L'amélioration de la sécurité alimentaire dépendra clairement de la capacité des pouvoirs publics à mobiliser des ressources pour la fourniture de biens publics dont il a été démontré qu'ils réduisent la pauvreté, améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition et renforcent la croissance agricole.

2. Ces transformations et changements continus ont conduit à tout un ensemble de problèmes critiques dans la région. Le présent document traite de plusieurs grandes priorités que les pays membres ont recensées: la mise en place de chaînes alimentaires ouvertes et efficaces dans les pays insulaires du Pacifique; la revitalisation du secteur de la noix de coco aux fins du renforcement de la résilience et de la sécurité alimentaire; l'intensification durable de l'aquaculture; la production animale: résultats, problèmes et incidences sur la santé humaine; les forêts et la foresterie; et l'avenir de l'agriculture familiale. Cependant, avant l'examen de ces nouveaux enjeux, il est fait un point sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région.

II. Sécurité alimentaire et nutritionnelle

3. L'estimation la plus récente du nombre de personnes sous-alimentées dans le monde est passée de 868 millions en 2010-2012 à 840 millions en 2011-2013². Bien que cette diminution constitue un progrès, son rythme est insuffisant pour atteindre l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation ou la cible 1.C du premier Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) au niveau mondial.

4. On constate une diminution importante du nombre et de la proportion de personnes sous-alimentées dans la plupart des pays d'Asie, et plus spécialement en Asie du Sud-Est et en Asie de l'Est. Les progrès réalisés en Asie du Sud ont été plus lents en comparaison aux autres régions du continent. L'Asie du Sud-Est, où la proportion de personnes sous-alimentées a chuté de 31,1 à 10,7 pour cent, a enregistré les progrès les plus rapides; elle est suivie par l'Asie de l'Est. Dans son ensemble, la région Asie-Pacifique semble être en passe d'atteindre la cible des OMD concernant la faim, puisque la proportion de personnes sous-alimentées y est passée, à l'échelle de la région, de 24,1 pour cent en 1990/1992 à 13,5 pour cent en 2011-2013. En fait, en Asie du Sud-Est, la cible des OMD a déjà été atteinte.

5. Dans l'ensemble, les pays insulaires du Pacifique progressent dans la réduction de la proportion de personnes sous-alimentées, mais pas assez rapidement pour atteindre la cible 1.C des OMD. Plusieurs pays sont toutefois déjà parvenus à faire tomber cette proportion en dessous des 5 pour cent: les Fidji, la Polynésie française, la Nouvelle-Calédonie et Samoa. Le pourcentage d'enfants sous-alimentés est encore élevé dans certains pays, par exemple la

¹ La région Asie Pacifique est très hétérogène. Les grands problèmes diffèrent d'une partie de région à l'autre, d'un pays à l'autre, voire au sein des pays. Il est dès lors difficile d'élaborer un document de synthèse comme celui-ci. Chaque fois que c'est possible, ces différences intrarégionales sont mises en relief pour les différents problèmes abordés, mais l'exhaustivité est ici impossible.

² Les paragraphes 3 à 7 se fondent en grande partie sur l'édition 2013 du rapport de la FAO intitulé «L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde».

Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Salomon. Le manque de données est un problème dans plusieurs pays. Il est impératif de disposer de données de meilleure qualité pour mieux étayer l'élaboration des politiques.

6. On constate aussi une réduction rapide du pourcentage d'enfants de moins de cinq ans présentant un retard de croissance (en fonction de leur âge), i) en Asie de l'Est et dans le Pacifique (de 42 pour cent en 1990 à 12 pour cent en 2012) et 2) en Asie du Sud (de 61 pour cent en 1990 à 38 pour cent en 2012). Cette diminution est plus rapide que celle constatée pour la proportion de personnes sous-alimentées.

7. En raison des progrès relativement rapides qu'enregistre la région Asie-Pacifique dans la réduction de la proportion de personnes sous-alimentées, la part qu'elle représente dans le total mondial a diminué, passant de 74 pour cent en 1990-1992 à 66 pour cent en 2011-2013. Cette région abrite néanmoins encore pratiquement deux tiers des personnes sous-alimentées dans le monde.

8. La santé et la nutrition présentent d'autres dimensions que la sous-alimentation, telles que les carences en micronutriments et le surpoids/l'obésité (ces trois problèmes étant qualifiés de triple fardeau de la malnutrition)³. On constate par exemple peu de progrès dans la réduction de la proportion de personnes présentant une carence en vitamine A en Asie: elle est à peine passée d'environ 37 pour cent en 1990 à 32 pour cent en 2007, ce qui est une diminution très lente. Ce problème est cependant moins aigu dans les pays insulaires du Pacifique, où l'incidence est d'à peine 12 pour cent. Les progrès enregistrés dans la réduction de l'incidence de l'anémie et de la carence en iodé en Asie sont également très lents; la prévalence de ces deux problèmes y est actuellement de 50 et de 30 pour cent, respectivement. Cette prévalence est également élevée dans les pays insulaires du Pacifique: 54 et 32 pour cent, respectivement.

9. Les carences en micronutriments coûtent cher à la société. La perte économique totale médiane due à des déficiences physiques et cognitives résultant de l'anémie a été estimée à 4 pour cent du PIB pour 10 pays en développement, ce chiffre grimpant à 8 pour cent pour le Bangladesh. La même étude laisse entendre que bien que les pertes de productivité associées à l'anémie soient plus fortes pour les personnes qui doivent effectuer un travail manuel lourd, elles sont aussi significatives pour les personnes qui effectuent un travail manuel léger et des tâches intellectuelles. Selon les estimations, les carences en vitamines et en minéraux représentent une perte annuelle de 0,2 à 0,4 pour cent du PIB en Chine, soit une perte de 2,5 à 5 milliards d'USD. En Chine, l'adoption des mesures nécessaires pour résoudre les carences en fer et en zinc coûterait moins de 0,3 pour cent du PIB, alors que l'inaction pourrait entraîner une perte de 2 à 3 pour cent du PIB. Pour l'Inde, on estime que le coût économique combiné de l'anémie ferriprive, de la carence en zinc, de la carence en vitamine A et de la carence en iodé s'élève à environ 2,5 pour cent du PIB.

10. Le surpoids (indice de masse corporelle, ou IMC, supérieur à 25) et l'obésité (IMC supérieur à 30) sont des problèmes qui font leur apparition dans la région Asie-Pacifique et qui augmentent l'incidence des maladies non transmissibles telles que les maladies cardiaques et le diabète, lesquelles, à leur tour, poussent à la hausse le coût des soins de santé et la mortalité prématuée. Les disparités sont importantes entre les différentes sous-régions. Entre 1990 et 2010, le nombre total d'années de vie corrigées du facteur invalidité (AVCI) perdues à cause de ces deux facteurs en Asie a plus que doublé, et il a quadruplé dans les pays insulaires du Pacifique. En conséquence, le nombre d'AVCI perdues par mille habitants en raison du surpoids et de l'obésité est aujourd'hui plus élevé dans les pays insulaires du Pacifique que dans n'importe quelle autre région en développement du monde. Par contre, le nombre d'AVCI perdues par mille habitants, en Asie du Sud, est seulement de 11, ce qui est le chiffre le plus faible des régions en développement (le même qu'en Afrique orientale).

³ Les paragraphes 8 à 11 se fondent en grande partie sur la publication de la FAO intitulée «La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2013, mettre les systèmes alimentaires au service d'une meilleure nutrition», que l'on pourra consulter pour obtenir des informations plus détaillées et des références.

11. Bien que l'amplification de ces problèmes soit indéniable, elle ne doit pas masquer l'importance que continuent d'avoir l'insuffisance pondérale et les carences en micronutriments dans la région. Le nombre total d'AVCI perdues en raison de ces deux derniers facteurs rien que pour les mères et les enfants est plus de deux fois supérieur au nombre total d'AVCI perdues en raison du surpoids et de l'obésité pour tous les adultes âgés d'au moins 25 ans. À l'échelle du continent asiatique, le nombre d'AVCI perdues, rapporté à la population, en raison de la seule insuffisance pondérale est plus de cinq fois supérieur au nombre d'AVCI perdues en raison de l'obésité et du surpoids. Même dans les pays insulaires du Pacifique, dans lesquels le problème du surpoids est le plus prononcé, le nombre d'AVCI perdues, rapporté à la population, est plus important pour les enfants sous-alimentés que pour l'obésité et le surpoids. Par ailleurs, un enfant sous-alimenté a plus de risques de devenir obèse plus tard. Ainsi, bien que le problème de l'obésité soit de plus en plus présent, il importe de ne pas perdre de vue l'objectif premier, qui est l'éradication de la sous-alimentation et des carences en micronutriments.

III. Parité hommes-femmes et agriculture⁴

12. Les femmes fournissent des contributions essentielles à l'agriculture dans la région Asie-Pacifique. Elles représentent environ 40 à 50 pour cent de la main-d'œuvre agricole dans toutes les sous-régions, sauf dans les pays insulaires du Pacifique, où elles représentent 52 pour cent de cette main-d'œuvre. Cependant, selon les pays et les États ou provinces, elles ont moins accès aux ressources productives (notamment le capital humain) et se voient offrir moins de possibilités que les hommes. Par exemple, chez les jeunes (de 15 à 24 ans), le taux d'alphabétisation des femmes est, dans certains pays d'Asie du Sud, bien inférieur à celui des hommes. Les femmes jouant souvent le rôle de gestionnaires des exploitations, cette faiblesse du taux d'alphabétisation agit comme une entrave à la croissance du secteur agricole. Si ces inégalités persistent, l'entrave deviendra de plus en plus forte, avec l'exode des hommes et la féminisation de l'agriculture. Pour s'attaquer à ce problème et dynamiser autant que possible le secteur agricole, il est essentiel, dans les réformes, de s'attacher à éliminer la discrimination contre les femmes s'agissant de l'accès à l'éducation, à la vulgarisation, aux services financiers et aux intrants essentiels, et d'investir dans des technologies et infrastructures améliorant la productivité pour permettre aux femmes de consacrer plus de temps à des activités plus productives et moins pénibles.

IV. Protection sociale⁵

13. La protection sociale gagne en importance dans de nombreux pays en développement. Bien qu'elle ne soit pas la panacée et ne puisse pas remplacer une stratégie de développement cohérente pour le secteur agricole, elle peut avoir des incidences sur les petits agriculteurs puisque de nombreux programmes de protection sociale fonctionnent dans les zones rurales. Souvent, cependant, les concepteurs de ces programmes manquent l'occasion de renforcer les liens avec le secteur agricole. Il est important que les responsables politiques favorisent ces liens et exploitent au maximum les possibilités de synergies entre les deux types de politiques.

14. La protection sociale est liée à l'agriculture selon de multiples modalités. Premièrement, elle peut améliorer le capital humain en améliorant la nutrition, la santé et le niveau d'instruction des agriculteurs, ce qui peut rendre ceux-ci plus intelligents et plus forts. Deuxièmement, elle peut faciliter les changements dans les activités productives en atténuant la crise du crédit. Elle peut ainsi permettre l'accumulation d'avoirs productifs, ou aider les agriculteurs à adopter de nouvelles cultures et de nouvelles technologies. Troisièmement, elle permet aux ménages de mieux faire face aux risques et aux chocs en leur fournissant une assurance. Cela aide les petits agriculteurs à éviter de vendre en catastrophe des avoirs productifs et de vendre leur production de façon prématurée, et cela peut aussi

⁴ Cette section se fonde sur la publication de la FAO intitulée «La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-11, Le rôle des femmes dans l'agriculture: combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement».

⁵ Cette section se fonde sur «Strengthening coordination between social protection and agricultural policy», Benjamin Davis, Division de l'économie du développement agricole, FAO.

leur permettre de se diversifier (nouvelles cultures, élevage ou aquaculture). Ensemble, ces facteurs peuvent renforcer la capacité de résistance des ménages et faire apparaître un secteur agricole plus dynamique et plus productif. Il est donc important que les responsables politiques chargés de la protection sociale et leurs homologues chargés de l'agriculture coordonnent leur action, afin d'exploiter au mieux les synergies.

V. Point sur la sécurité alimentaire et l'agriculture dans les pays insulaires du Pacifique

15. La prévalence accrue de l'obésité dans les pays insulaires du Pacifique, évoquée plus haut, est en partie liée à l'accroissement de la dépendance à l'égard des importations de produits alimentaires, laquelle est due aux changements rapides survenant dans les modes d'alimentation des plus jeunes, qui ont conduit ceux-ci à remplacer les cultures traditionnelles locales telles que la banane/banane plantain, le fruit à pain, le manioc, la patate douce, l'igname et le taro, par des céréales importées et transformées telles que le riz blanc et les produits à base de farine de blé.

16. La région connaît principalement une agriculture à petite échelle, tributaire du travail de la famille. En raison des grands désavantages inhérents à la taille des exploitations, des distances importantes qui séparent celles-ci des marchés et des difficultés qu'entraînent les régimes fonciers traditionnels, l'investissement dans l'agriculture commerciale et dans une meilleure technologie agricole est faible. En conséquence, l'agriculture des pays insulaires du Pacifique est relativement non compétitive par rapport aux importations, et peine à affronter la concurrence dans les marchés d'exportation.

VI. Mise en place de chaînes alimentaires inclusives et efficaces dans les pays insulaires du Pacifique

17. Si l'on exclut les produits d'exportation traditionnels tels que le café, le cacao, le bois rond et le coprah, l'intégration verticale dans les chaînes de valeur mondiales n'est pas bien développée. Certains pays de la région ont exploré des marchés de niche à haute valeur, en particulier au moyen de la certification biologique et de la certification de l'origine (par exemple les produits à base d'huile de coco vierge biologique, le cacao et le café biologiques à origine unique ou le noni), mais les difficultés que rencontrent les acteurs à développer ces entreprises à une plus grande échelle de façon durable font que celles-ci sont moins susceptibles d'avoir un impact significatif sur les économies et les moyens d'existence en milieu rural. Il s'est révélé extrêmement difficile de mettre au point des produits spéciaux et les systèmes de contrôle et de gestion de la qualité et de renseignements sur les marchés qui sont nécessaires pour trouver les bons marchés de niche au niveau mondial et y être compétitifs.

18. La géographie économique difficile des pays insulaires du Pacifique et la concurrence solide que représentent les pays asiatiques à bas coûts semblent indiquer qu'il serait utile que l'agriculture des pays insulaires du Pacifique se réoriente vers ses marchés intérieurs pour améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'urbanisation croissante et le dynamisme du secteur du tourisme offrent aux agriculteurs de ces pays de meilleures perspectives sur les marchés intérieurs. Mais la modernisation des chaînes de distribution – qui est le fruit du changement des habitudes des consommateurs et de la sophistication croissante du secteur du tourisme – a fait apparaître des normes de qualité et de livraison plus strictes qui posent de sérieuses difficultés aux producteurs nationaux souhaitant commercialiser leurs produits. Pour relever ces défis, les responsables politiques des pays insulaires du Pacifique doivent agir de façon plus stratégique et accroître leurs investissements afin de créer un ensemble de politiques plus propice pour la croissance du secteur privé. Les politiques de prix (impôts et subventions), la réforme des régimes fonciers, le renforcement des normes sanitaires et phytosanitaires ainsi que l'investissement dans les infrastructures permettant la commercialisation (par exemple les routes, les quais, les ports ou les halles) sont autant d'éléments qu'il faut mettre en place pour renforcer les entreprises locales et les capacités au niveau des exploitations, afin de répondre à cette demande et de freiner l'escalade des importations de produits alimentaires.

19. Bien entendu, il est aujourd'hui généralement admis que les pouvoirs publics ne peuvent à eux seuls créer des chaînes alimentaires inclusives et qu'ils doivent s'associer au secteur privé pour définir les changements nécessaires et le rôle de chacun. Il est essentiel de travailler avec le secteur privé si l'on veut créer un «partenariat pour la prospérité agricole».

VII. Revitalisation du secteur de la noix de coco aux fins du renforcement de la capacité de résistance et de la sécurité alimentaire

20. Dans de nombreuses parties de la région, la noix de coco est à la fois une importante culture commerciale et l'un des aliments fondamentaux du régime alimentaire. En raison de l'importance économique de ce produit, il faut remettre en état les vieilles palmeraies non productives dans les pays d'Asie et du Pacifique producteurs de noix de coco. Il faudra pour ce faire les replanter avec des variétés locales et des hybrides de premier choix. On cherchera à procéder à l'échange de matériel génétique et à former les acteurs concernés des pays insulaires du Pacifique pour renforcer les capacités s'agissant des techniques de sélection massale, de la sélection des noix de coco et des croisements. Pour être les plus efficaces possible, ces actions doivent s'appuyer sur une évaluation et une cartographie des vieux palmiers et des palmiers productifs. Étant donné que, dans de nombreux pays, il n'existe pas de données de base sur l'état des ressources en noix de coco et sur leur quantité, cette cartographie devrait être un objectif prioritaire au niveau national.

21. Puisque la noix de coco supporte la salinité et est particulièrement adaptée aux zones côtières, on pourrait envisager de replanter en priorité ces zones. La replantation dans ces zones permettrait de prévenir l'érosion côtière et l'entrée soudaine d'eau de mer en raison de tsunamis ou de typhons. Il sera aussi important de procéder à des sélections en vue d'obtenir des variétés tolérantes à la sécheresse, à forte teneur en huile laurique et produisant beaucoup de noix.

22. Pour résister à la fluctuation des prix et garantir sécurité alimentaire et qualité de la nutrition, les producteurs de coco ne peuvent pas dépendre que du seul coprah. Il convient par exemple d'encourager vivement et de mettre en place des modèles de systèmes agricoles axés sur la noix de coco et impliquant la culture intercalaire de cultures vivrières, de légumes, d'arbres fruitiers et de cultures industrielles telles que le café et le cacao entre les cocotiers, ainsi que l'élevage d'animaux tels que les caprins, les bovins et les poulets, sur les exploitations. Les produits à valeur ajoutée tels que l'huile de coco vierge, le savon et les produits cosmétiques à base de cette huile, le sucre de coco, le vinaigre de coco, le nata de coco, les jeunes noix de coco tendres, le charbon de bois et le charbon actif fabriqués à partir de la coque de la noix de coco, la fibre de coco et les produits à base de cette fibre sont quelques-uns des produits qui peuvent apporter aux producteurs de coco des revenus supplémentaires et plus stables.

23. Il convient de fournir une assistance technique et des conseils afin de permettre aux producteurs de coco d'adopter de bonnes pratiques agricoles, en utilisant les connaissances autochtones tout en promouvant l'utilisation des déchets des exploitations comme engrains biologique, et en recourant aux méthodes de lutte biologique, en déployant des efforts groupés et en améliorant les conditions d'hygiène sur les exploitations pour limiter la propagation des organismes nuisibles et des maladies touchant les cocotiers. Il convient aussi d'apporter une assistance technique concernant les technologies de transformation de la coco et du bois de coco, les bonnes pratiques de fabrication, la promotion des normes de qualité et l'accès aux marchés, afin de garantir la viabilité et la pérennité des entreprises de transformation à valeur ajoutée lancées par les producteurs de coco.

VIII. Intensification durable de l'aquaculture

24. Le poisson et les autres animaux aquatiques jouent un rôle important pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans le monde en fournissant à l'homme des protéines animales bon marché, des graisses saines et d'autres micronutriments. Le poisson tient une place de premier choix dans les régimes alimentaires des personnes vivant en Asie et dans le Pacifique. Par ailleurs, cette région fournit pratiquement 90 pour cent de la production mondiale.

25. Même si l'aquaculture est vieille de 2 500 à 3 000 ans, la pêche de capture à jusqu'à récemment dominé l'offre de poisson au niveau mondial. L'aquaculture a commencé à devenir une source importante de poisson et d'autres animaux aquatiques dans le milieu des années 80, et elle fournit aujourd'hui au moins la moitié du poisson consommé dans le monde. Le poisson étant plus sain que de nombreuses viandes, la poursuite de la croissance rapide de l'aquaculture offre des perspectives prometteuses pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des pauvres, pour autant que cette croissance soit poursuivie de manière durable. Dans le Pacifique, les pêches maritimes resteront des sources importantes de revenus pour les communautés côtières, mais plusieurs types de poissons dont le prix de revient est faible (par exemple le tilapia, le chanos ou la crevette d'eau douce) pourraient renforcer l'offre de poisson dans les zones intérieures rurales et contribuer à l'amélioration de la nutrition.

26. Bien que l'on consacre beaucoup plus d'espace à l'aquaculture depuis quelques décennies, la majeure partie de la croissance de la production est venue de l'intensification et de l'accroissement des rendements par hectare/unité de volume d'eau. Cette intensification pose cependant de plus en plus question, s'agissant à la fois de sa durabilité et des incidences qu'elle peut avoir sur l'environnement. Par exemple, l'aquaculture intensive exige souvent un déplacement d'eau important, ce qui exerce une forte pression sur une ressource naturelle qui ne cesse de se raréfier. Le prix des aliments pour animaux suit la hausse de celui des céréales et des graines oléagineuses, ce qui fait fondre les marges bénéficiaires étant donné que ces aliments sont le principal poste de coût des systèmes d'aquaculture intensive. Le rejet des effluents est de plus en plus réglementé, ce qui accroît le prix de revient. À l'inverse, en l'absence d'une telle réglementation, ce rejet peut avoir des incidences graves sur l'environnement. Par ailleurs, les poissons et produits comestibles de la mer issus d'un élevage intensif présentent un risque accru de contracter des maladies, risque qu'il peut être difficile de gérer.

27. Pour relever le défi de l'intensification durable, les pouvoirs publics devront, en collaboration avec le secteur privé, agir sur de nombreux fronts. Il sera important de mettre en place des mécanismes pour le partage des ressources génétiques aquatiques, de renforcer les capacités dans le domaine de l'amélioration génétique des poissons et d'améliorer la compréhension que les acteurs ont des maladies qui peuvent dévaster des stocks afin de permettre aux éleveurs de mieux faire face à ces maladies. Dans les pays insulaires du Pacifique, il sera important de favoriser l'aquaculture communautaire à petite échelle, la capacité de la région à s'approvisionner elle-même en intrants essentiels, l'amélioration des réglementations afin de stopper la propagation des maladies transfrontières et l'amélioration de la logistique afin de renforcer la compétitivité du secteur.

IX. Production animale: résultats, problèmes et incidences sur la santé humaine

28. D'ici à 2050, la population humaine mondiale devrait s'accroître de 29 pour cent; par ailleurs, ces personnes seront bien plus riches que nous ne le sommes aujourd'hui. La croissance démographique et la hausse du niveau de vie dans les pays en développement stimulent la consommation d'aliments, et plus spécialement de denrées alimentaires à plus forte valeur ajoutée telles que les fruits, les légumes et les aliments d'origine animale (viande, lait, œufs et poisson). Selon les projections de la FAO, la demande mondiale d'aliments d'origine animale augmentera de 76 pour cent entre 2005/2007 et 2050, et la demande mondiale de céréales augmentera de 48 pour cent sur la même période (augmentation qui sera principalement due à la demande accrue d'aliments d'origine animale, animaux qui seront pour la plupart nourris aux céréales). L'Asie, qui abrite plus de la moitié de la population mondiale et qui connaît une progression rapide en termes de revenu disponible, jouera un rôle de premier ordre dans le façonnement de ces évolutions que connaîtra le secteur agroalimentaire mondial.

29. L'agriculture d'élevage asiatique s'adapte de différentes manières à cette spectaculaire hausse de la demande:

- augmentation de l'effectif de bétail;
- orientation vers les espèces à cycle biologique plus court (le nombre de porcins et de volailles progresse plus rapidement que celui des bovins, des ovins et des caprins);

- accélération des cycles de production (due principalement au recours accru à des aliments concentrés);
- fusion en des exploitations plus grandes caractérisées par un fort apport d'intrants et un fort rendement et par leur concentration spatiale près des sources d'aliments;
- intégration verticale tout au long de chaînes de production mondialisées.

30. L'accroissement de la production animale dans les systèmes d'élevage intensifs est le fruit d'une sélection à la recherche de meilleurs caractères génétiques, d'une meilleure gestion, et plus spécialement de la lutte contre les maladies, et de l'utilisation de rations alimentaires à la densité nutritive plus élevée en comparaison avec les systèmes d'élevage traditionnels. Les possibilités d'expansion des zones agricoles asiatiques étant limitées, l'intensification de la production animale a entraîné une forte hausse des importations d'aliments pour animaux.

31. L'expansion rapide des secteurs de l'élevage asiatiques et les changements structurels qu'ils connaissent ont renforcé l'offre d'aliments d'origine animale pour les populations croissantes et plus riches d'Asie. Cette remarquable transformation a cependant plusieurs conséquences négatives:

- des risques accrus pour la santé humaine en raison des agents pathogènes abrités par les animaux, sauvages ou d'élevage;
- la dégradation de l'environnement, la pollution et la présence de quantités importantes de résidus de médicaments dans l'environnement; l'apparition de souches bactériennes résistant aux antibiotiques en raison de l'utilisation systématique de ces derniers; la perte de biodiversité et de ressources génétiques; l'accélération du changement climatique en raison de l'émission de gaz à effet de serre (GES) due à l'élevage;
- la perte et la dilution génétique de races locales adaptées en raison de l'importation de races commerciales exotiques;
- la surexploitation des ouvriers agricoles et la marginalisation des petits éleveurs, pour lesquels l'élevage reste un moyen d'existence et une activité d'atténuation des risques essentiels.

32. Le principal moteur de croissance du secteur de l'élevage a été l'investissement privé. Il en a résulté l'émergence de technologies qui conviennent à une production à grande échelle, à l'exclusion de celles qui pourraient mieux convenir à des systèmes de production à petite échelle. L'investissement a été orienté vers l'amélioration génétique de quelques grandes espèces et races commerciales dans les systèmes d'élevage intensifs, mais l'on a accordé moins d'attention à l'amélioration des races locales, qui est plus susceptible de bénéficier aux petits exploitants. La mise au point de technologies visant à améliorer les caractères génétiques et la nutrition des ruminants dans un environnement tropical et le renforcement de l'offre d'aliments pour animaux (plus spécialement ceux qui sont moins en concurrence avec l'alimentation humaine, comme les sous-produits de l'agro-industrie) pourraient considérablement contribuer à l'amélioration de l'utilisation des ressources et à l'allégement des pressions exercées sur les ressources naturelles et l'environnement.

33. L'intensification de l'agriculture et de la production animale n'amplifie pas toujours les risques pour la santé, et l'on constate même une diminution de la prévalence de certaines zoonoses (par exemple la trichinose) lorsque les systèmes d'élevage sont intensifiés et que les animaux sont déplacés vers des environnements très réglementés. Cependant, la croissance et l'intensification rapides de la production animale qui s'opèrent dans un environnement mal réglementé et qui ne s'accompagnent pas d'un renforcement des systèmes de santé publique créent non seulement des risques pour la santé des populations locales, mais mettent aussi en péril la sécurité sanitaire régionale et mondiale, d'autant plus dans un contexte de développement du commerce et de mobilité croissante (par exemple grippe aviaire hautement pathogène H5N1, H7N9).

34. De grandes parties des vastes terrains de parcours d'Asie sont considérées comme dégradées en raison d'un pâturage excessif, et les déchets d'origine animale issus des systèmes d'élevage intensifs sont aujourd'hui plus une menace pour l'environnement qu'un intrant précieux pour l'amendement des sols. À l'échelle planétaire, l'élevage produit près de la moitié (5,1 gigatonnes d'équivalent CO₂, sur un total de 10,8) de l'ensemble des émissions de GES hors CO₂ (méthane et oxyde nitreux), mais seulement 14 pour cent (7,1 gigatonnes d'équivalent CO₂, sur un total de 49) de l'ensemble des

émissions de GES dues à l'action de l'homme (y compris le CO₂)⁶. Le secteur de l'élevage contribue encore au changement climatique en déclenchant des changements d'affectation des terres et, partant, une dégradation des terres qui réduit la capacité d'absorption du CO₂ de vastes étendues de terres.

35. Enfin, l'expansion rapide de systèmes industriels de production animale et de commercialisation porte en elle le risque d'exclusion sociale de nombreux petits éleveurs et acteurs de la transformation en raison des barrières à l'entrée et du déséquilibre des conditions de concurrence, ce qui ferme une des pistes que l'on pourrait suivre pour lutter contre la pauvreté rurale. Par ailleurs, les accords juridiques conclus entre les grandes entreprises et les exploitants privés sous contrat tendent à être favorables aux premières, tandis que les salariés sont souvent exploités et n'ont souvent pas de voies de recours, ou si peu. Ces problèmes ne constituent qu'une illustration des nombreuses menaces qui pèsent sur l'agriculture familiale (voir la section XI).

X. Forêts et foresterie

36. Dans son ensemble, la région est parvenue à inverser les tendances de la déforestation et a vu sa superficie forestière nette s'accroître ces 10 dernières années, principalement en raison du vaste programme de boisement mené en Chine. La superficie forestière a également augmenté au Bhoutan, aux Fidji, en Inde, aux Philippines, au Sri Lanka, en Thaïlande et au Viet Nam, où l'on a constaté une hausse des investissements dans les programmes nationaux de boisement. Les efforts déployés en vue d'éliminer la déforestation et de lutter contre l'exploitation forestière illégale, par exemple au moyen d'accords de partenariats volontaires sur l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux, de la certification des forêts et de la réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD+), ont donné des résultats positifs. Cependant, les taux de déforestation restent élevés dans de nombreux pays.

37. Sur la dernière décennie, la production de bois rond industriel (c'est-à-dire le bois d'œuvre abattu pour un usage industriel dans la fabrication de produits dérivés du bois, de papier, etc., à l'exclusion du bois servant comme combustible) s'est fortement développée dans la région. Cette explosion de la production a permis à la région Asie-Pacifique, Chine et Viet Nam en tête, de devenir un producteur et un exportateur de meubles en bois de première importance. Les produits forestiers non ligneux (PFNL) tels que le rotin, les plantes médicinales, les fruits, le miel, le sagou, les résines, les champignons, l'huile de santal et les gommes, continuent aussi de jouer des rôles importants dans le bien-être économique et social de nombreuses personnes dans la région. Plus de 150 types de PFNL issus de la région font l'objet d'échanges commerciaux au niveau international (en quantités variables).

38. Depuis quelques années, on accorde beaucoup plus d'attention à l'importance des services écosystémiques fournis par les forêts. La conservation de la biodiversité, la protection des bassins hydrographiques, la lutte contre la désertification et la dégradation des terres, l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ce changement sont quelques-uns de ces services essentiels. La création de vastes étendues d'aires protégées et de forêts de conservation, qui s'accompagne de changements dans les objectifs de gestion, et parfois d'une interdiction totale de l'exploitation forestière, montre que la société revoit ses priorités en matière de gestion forestière. À mesure que la décentralisation et l'autonomisation des populations locales s'accentueront, des voix toujours plus fortes s'élèveront dans la région en vue de l'adoption d'approches participatives dans le processus de prise de décision concernant les forêts. Il est par ailleurs évident que les problèmes qui se posent dans le secteur forestier ne peuvent être résolus isolément en raison des liens étroits qui existent entre les forêts et de nombreux autres secteurs. Dès lors, la gestion forestière sera, à l'avenir, probablement de plus en plus placée sous le signe de l'aménagement des paysages.

⁶ Les estimations concernant les émissions sont tirées de la publication de 2013 de la FAO intitulée «Tackling Climate Change through Livestock: A Global Assessment of Emissions and Mitigation Opportunities».

XI. Avenir de l'agriculture familiale

39. L'agriculture familiale est essentielle pour la durabilité des systèmes de production de l'agriculture, des forêts et des pêches. Les exploitations de ce type sont le mode d'organisation agricole dominant dans le monde, en particulier en Asie et dans le Pacifique, et elles constituent le contexte dans lequel sont prises des décisions importantes pour la gestion des ressources naturelles. Elles détiennent la clé de la sécurité alimentaire, non seulement pour les familles qui y travaillent, mais aussi pour celles, toujours plus nombreuses, qui ont quitté le secteur agricole pour occuper d'autres emplois.

40. En raison de cette importance, l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa soixante-sixième session, a proclamé 2014 «Année internationale de l'agriculture familiale» et a invité la FAO à faciliter la célébration de cette Année internationale en collaboration avec les gouvernements, le système des Nations Unies et les organisations non gouvernementales compétentes. La FAO, dans son rôle de facilitateur de la célébration de cette Année internationale, est chargée de créer un espace de dialogue et de favoriser la mise en place d'un partenariat associant toutes les parties prenantes, parmi lesquelles les organisations nationales et internationales, la société civile, les centres de recherche et le secteur privé.

41. L'objectif général de l'Année internationale de l'agriculture familiale est de favoriser et de contribuer à guider un large débat aux niveaux national, régional et mondial afin de sensibiliser les parties prenantes et de permettre à celles-ci de mieux comprendre les contributions de l'agriculture familiale et de la petite agriculture ainsi que les défis qu'elles rencontrent et le soutien dont elles ont besoin pour éradiquer la faim et réduire la pauvreté rurale, ce qui doit conduire au développement durable des zones rurales et à une production durable visant à la sécurité alimentaire.

42. Les quatre objectifs spécifiques de l'Année internationale sont les suivants:

- apporter un appui à l'élaboration de politiques favorables à une agriculture familiale durable;
- améliorer la diffusion des connaissances, la communication et la sensibilisation du public;
- mieux comprendre les besoins, le potentiel et les contraintes de l'agriculture familiale, et veiller à ce qu'un appui technique soit disponible;
- créer des synergies pour renforcer le développement durable.

43. Pour aider à la réalisation de ces objectifs, la FAO va faciliter la circulation de l'information et permettre le dialogue afin que tout le monde ait conscience de l'importance de l'agriculture familiale, notamment en faisant un inventaire des informations relatives au rôle de l'agriculture familiale concernant la sécurité alimentaire, la production et la nutrition, la gestion des ressources naturelles et la stabilité sociale et l'emploi. La FAO promouvra aussi l'agriculture familiale au travers de ses objectifs stratégiques (OS), ainsi qu'au travers de réseaux et d'activités pilotes qui resteront en place après l'Année internationale.

44. Par exemple, la FAO va entreprendre des activités, pendant l'exercice biennal en cours, dans les domaines essentiels ci-après, qui nécessitent tous des exploitations familiales solides et durables:

- l'éradication de la faim et de l'insécurité alimentaire par la promotion de régimes alimentaires durables (OS 1);
- l'intensification durable et l'adaptation au changement climatique (OS 2);
- la contribution à la création d'un environnement propice pour réduire la pauvreté rurale dans les exploitations familiales défavorisées (OS 3);
- la mise en place de systèmes agricoles et alimentaires plus ouverts et plus efficaces, notamment par la promotion des directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts (OS 4).

XII. Conclusions et recommandations

45. Compte tenu de ce qui précède, la Conférence voudra peut-être demander à la FAO de continuer à aider les pays membres à:

- poursuivre le travail d'analyse et d'élaboration de politiques afin d'améliorer la sécurité alimentaire, et aussi de sensibiliser le public aux grands problèmes au moyen de campagnes telles que le Défi Faim zéro, afin de contribuer à la réalisation de l'OMD sur la faim d'ici à 2015 en Asie et dans le Pacifique;
- fournir des analyses techniques et soutenir l'élaboration de nouveaux cadres politiques de sorte que les secteurs agricoles locaux exploitent les marchés intérieurs afin d'augmenter les revenus tirés des exploitations;
- favoriser une collecte de données solide et une analyse technique et socioéconomique qui permettent d'améliorer la rentabilité du secteur de la noix de coco et la mise au point de produits à valeur ajoutée à base de noix de coco;
- plaider pour l'adoption de systèmes de production animale dont il est avéré qu'ils ont de meilleures incidences sur l'environnement (réduction des émissions de GES, notamment), qu'ils engendrent moins de risques pour la santé humaine et qu'ils permettront de répondre à la demande future d'aliments d'origine animale;
- sensibiliser les parties prenantes et permettre à celles-ci de mieux comprendre les contributions de l'agriculture familiale et de la petite agriculture ainsi que les défis qu'elles rencontrent et le soutien dont elles ont besoin.